

Lyon, le 25 MARS 2024

Votre interlocuteur : Christophe GARNIER
Tél. : 04.78.95.67.00 Fax : 04.78.95.67.19
E-mail : chgarnier@grandlyon.com
Nos réf. : DCE / RND / CG / 24-172
APR : 125

ADEME Direction Régionale Rhône Alpes
Établissement Décharge du Bouquis
Madame Claire DEBAYLE
10, rue des Emeraudes
69006 LYON

Objet : Avenant à autorisation de déversement et
actualisation des coefficients applicables à la
redevance assainissement de votre établissement

P.J. : Avenant à autorisation

RECOMMANDE AR n° 2C 174 784 6463 0

Madame,

En application des prescriptions portées à l'autorisation de déversement (article 4.1) qui vous a été délivrée, vous avez bien assuré l'ensemble des mesures et analyses requises en 2023 et conditionnant l'autorisation de rejet d'effluents dans les ouvrages de la Métropole et/ou les avez d'ores et déjà programmées sur le 1^{er} trimestre 2024.

Nous vous informons que la qualité de vos rejets est globalement conforme à la réglementation en vigueur ainsi qu'à votre arrêté d'autorisation de déversement.

Les mesures réalisées dans le cadre de l'autosurveillance annuelle au titre de l'année 2023 présentent cependant sur certains paramètres des dépassements ponctuels des valeurs limites qui vous ont été fixées. Une attention particulière sera portée à ces valeurs sur les résultats de l'autosurveillance 2024. Nous vous invitons à initier dès à présent une analyse des sources potentielles.

Il a notamment été mesuré des dépassements sur les paramètres : rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5).

Conformément à votre autorisation de déversement (article 6), les coefficients applicables au volet redevance assainissement de votre établissement ont été révisés pour l'année 2024, et sont de : CP= 1.0 et CR= 1.0.

Par ailleurs, chacune des substances de la liste des micropolluants « R.S.D.E » effectivement détectées et quantifiées dans vos rejets suite au bilan 24h requis à l'avenant qui vous a été délivré, sera désormais intégrée dans le programme analytique qu'il conviendra d'assurer chaque année dans le cadre de l'autosurveillance annuelle de vos rejets.

Dans ce cadre un nouvel avenant à autorisation de déversement va vous être délivré, qui annulera et remplacera l'article '4.1. autosurveillance' de l'arrêté d'autorisation initial de votre établissement, et redéfinira intégralement les prescriptions d'exécution de votre autosurveillance annuelle (mesures et programme analytique sur vos points de rejet).

Enfin, nous souhaitons profiter du présent courrier pour vous informer de l'évolution, à compter du 1^{er} janvier 2024, des modalités de contrôle inopiné des rejets assuré par nos équipes sur l'ensemble du tissu industriel du territoire de la Métropole.

L'ensemble des prélèvements d'effluents que nous réalisons systématiquement lors de chacun de nos contrôles, sera désormais assuré par une société spécialisée et accréditée, mandatée par la Métropole, via la réalisation de bilans 24h.

Nous vous apportons toutefois l'assurance que ce prestataire sera systématiquement accompagné de nos contrôleurs titulaires et usuels, qui continueront d'assurer le contrôle de vos ouvrages et prétraitements.

En application du règlement d'assainissement et de son article 44.4, en vigueur depuis 2019, tout contrôle réputé 'non conforme' (dépassement(s) des valeurs limites qui vous ont été définies au bilan de contrôle), donnera lieu à la facturation des coûts du dit contrôle à l'établissement, en sus des pénalités et majorations prévues et applicables au volet redevance assainissement de votre facturation d'eau.

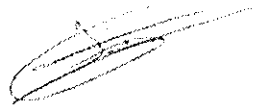
A titre d'information, sur l'année 2023, 1 contrôle a été assuré sur les rejets de votre établissement. Aucun n'était non conforme.

Notre service Rejets Non Domestiques reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'accepter, Madame, mes respectueuses salutations.

Gaël LORINI

Responsable Rejets Non Domestiques





ARRETE N° 2020-1001-3 DE LA METROPOLE DE LYON

Objet : Avenant à l'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement Décharge du Bouquis dans le réseau public d'assainissement

Service : Direction générale déléguée à la Transition Environnementale et Énergétique –
Direction Cycle de l'Eau

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 2224-8, L 2224-11, L 3642-2, R 2224-19, R 2224-19-1, R 2224-19-2, R 2224-19-4, R 2224-19-6, R 2224-19-8, R 2224-19-9, R 2224-19-10 ;

Vu le code de la santé publique et, notamment, ses articles L 1331-10, L 1331-11, L 1337-2 ;

Vu le code de l'environnement et, notamment, ses articles R 211-11-1, R 211-11-2, R 211-11-3 ;

Vu les articles R511-9 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du 24 août 2017, modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil n° 2019-4012 du 16 décembre 2019, relative à l'approbation d'un nouveau règlement du service public de l'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n°2022-07-28-R-0627 en date du 28 juillet 2022, donnant délégation d'attribution à madame Anne GROSPERRIN, Vice-présidente déléguée au Cycle de l'Eau ;

Vu le règlement du service public de l'assainissement collectif applicable au 1^{er} janvier 2020 ;

Arrête

Article 1^{er} - Objet de l'avenant à l'autorisation

Le présent avenant remplace la surveillance des rejets d'eaux usées prévue au regard des prescriptions de l'arrêté d'autorisation de déversement, aux articles 4.1 et suivants.

Article 2 Autosurveillance

L'établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation de déversement.

Si l'établissement ne transmet pas à la Métropole les résultats de sa campagne de mesures, qui permettent le calcul de son coefficient pollution, ou si ses effluents dépassent les valeurs limites admissibles fixées, l'établissement est passible de l'application des dispositions prévues aux articles 5-2 et 5-3 du présent arrêté.

De plus l'établissement devra également fournir annuellement à la Métropole de Lyon les copies :

- des certificats réalisés par un organisme extérieur d'étalonnage des dispositifs de comptage ;
- des certificats réalisés par un organisme extérieur de contrôle des dispositifs d'obturation ;
- des bordereaux de suivi des déchets ou des sous-produits de l'assainissement (prétraitements) identifié au 2-2-3.

Aussi, l'établissement devra fournir annuellement à la Métropole :

- Les volumes rejetés au réseau d'assainissement ;
- Les bilans de fonctionnement de la station de traitement.

Les résultats d'analyses ainsi que les différents éléments justificatifs seront transmis annuellement à la Métropole sous la référence APR n°125 au plus tard le 31 janvier de l'année N+1 par courrier ou courriel à l'adresse : rnd@grandlyon.com.

Une réévaluation du suivi analytique pourra être opérée par nos services lors du renouvellement de l'autorisation de déversement une fois échue, en fonction des résultats de l'autosurveillance assurée par l'établissement sur ces paramètres.

L'établissement doit fournir chaque année à la Métropole, les résultats d'analyses de 2 campagnes de mesures menées par temps sec par un tiers compétent et agréé, constituées d'un prélèvement **moyen 24 heures**, sur le point de rejet et sur un échantillon représentatif de l'activité normale, et comprenant :

Paramètres	Type	Nombre de bilan(s) sur l'année
Débits ¹	En continu sur bilan 24h	2
pH	En continu sur bilan 24h	2
Température	En continu sur bilan 24h	2
Échantillon moyen	Échantillon moyen 24h ²	2
DCO		
DBO5		
MEST		
Azote global		
Phosphore total		
Indice hydrocarbures		
Substances extractibles à l'hexane		
Arsenic total		
Cadmium total		
Chrome total		

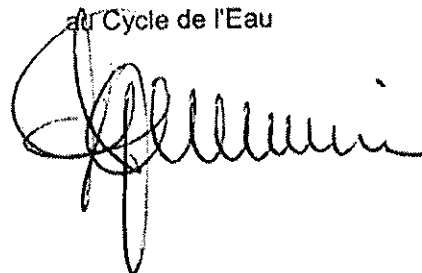
¹ En cas de rejet par bâché L'établissement fournira également le volume total rejeté pour chaque bâchée effectuée ainsi que le volume total rejeté sur l'année N, au plus tard le 1er février de l'année N + 1.

Cuivre total	Échantillon moyen 24h ²	2
Mercure total		
Nickel total		
Plomb total		
Zinc total		
Sulfates		
Sulfures		
Chlorures		
Anthracène	Échantillon moyen 24h ³	2
Aminotriazole		
Bentazone		
Isoproturon		
Métaldéhyde		
Acide perfluorobutanoïque (PFBA)		
Acide perfluoro-n-heptanoïque (PFHpA)		
Acide perfluoro-n-hexanoïque (PFHxA)		
Acide perfluoro-octanoïque (PFOA)		
Acide perfluoropentanoïque (PFPeA)		
AOF		

Lyon, le **25 MARS 2024**

Anne GROSPERRIN,

Vice-Présidente déléguée
au Cycle de l'Eau



² Selon cadre imposé par le CAHIER DES CHARGES RELATIF À LA MESURE DES REJETS INDUSTRIELS AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

³ Selon cadre imposé par l'annexe 4 du CAHIER DES CHARGES RELATIF À LA MESURE DES REJETS INDUSTRIELS AU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

